



RÉPUBLIQUE DU TCHAD

CROISSANCE INCLUSIVE AU TCHAD

Des performances encourageantes
mais encore perfectibles



Pour citer : ONDD Tchad et CREG, 2017, Croissance inclusive au Tchad:
Des performances encourageantes mais encore perfectibles

CROISSANCE INCLUSIVE AU TCHAD

Des performances encourageantes mais encore perfectibles

La République du Tchad est un pays de l'Afrique centrale de 1,284 millions de km² (5ème pays le plus vaste de l'Afrique). Le pays est limité au nord par la Libye, à l'est par le Soudan, à l'ouest par le Cameroun, le Niger et le Nigéria et au sud par la République Centrafricaine.

Selon les résultats du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2009 (RGPH2), la population du Tchad est estimée à 11 039 873 habitants avec une densité de 8,6 habitants au Km². La même source révèle que les femmes restent majoritaires avec une proportion de 50,6%. Le taux d'accroissement annuel moyen intercensitaire est évalué à 3,6% (y compris les réfugiés). La taille moyenne des ménages est de 5,3. Quant au degré d'urbanisation, il demeure faible et se situe à 21,9%. L'âge moyen de la population est de 19,7 ans. En même temps, l'âge médian est de 14,8 ans. 50,6% de la population est âgée de moins de 15 ans. Cette situation montre la forte jeunesse de la population Tchadienne.

En 2009, les enfants de 0 an, 1-4 ans et 0-4 ans représentent respectivement 4,0%, 17,7% et 20,2% de la population totale. Les femmes en âge de procréer (15-49 ans) représentent quant à elles 22% de l'ensemble. En 2015, les projections révèlent une légère modification de cette structure. En effet, les enfants de 0 an, 1-4 ans et 0-4 ans constituent respectivement 4,5%, 15,6% et 20,1% de la population totale.

Depuis son indépendance, la population du pays a été multipliée par 4, conséquence d'une forte fécondité (en moyenne 6,4 enfants par femme en âge de procréer selon l'EDS-MICS 2014-2015). Ceci fait du Tchad, après le Niger et la RDC, le troisième pays ayant la fécondité la plus élevée du monde. Aussi, la mortalité reste élevée. Et les migrations hors du pays, les retours de Libye, et les mouvements de réfugiés (environ 300 000 étaient accueillis au Tchad en 2010) sont importants, mais leur impact sur la dynamique démographique du pays est faible (Guengant, 2013).

Au regard de sa densité (8,6 habitants/km²), le Tchad paraît peu peuplé. Cependant, la forte fécondité conduira à un doublement de la population dans 20 ans et un triplement à N'Djamena (la Capitale) selon les projections démographiques. Cette situation est problématique tant le pays peine à asseoir une croissance économique durable.

Une Situation économique encore vulnérable aux chocs externes

Le Tchad a connu depuis son indépendance de fortes modifications de sa structure économique. Des années 1960 aux années 1990, l'agriculture (avec la culture du coton,

l'arachide) et l'élevage du bétail constituaient les activités dominantes. Avec la chute du cours des matières premières, le pays n'échappe pas aux ajustements structurels mis en place par la Banque Mondiale et le FMI pour assainir son économie. Cependant face à la dégradation continue du climat ainsi que l'inefficacité des politiques sur l'économie réelle, la situation du pays se dégrade.

Avec la découverte du pétrole en 2003, les recettes issues de l'exploitation bouleversent la structure économique dont les deux tiers des ressources budgétaires provenaient de l'aide extérieure. L'économie tchadienne, qui reposait essentiellement sur l'agriculture, voit ainsi son produit intérieur brut (PIB) augmenter de 220 dollars par habitant en 2001-2002 (soit moins de la moitié de la moyenne de l'Afrique subsaharienne) à près de 1 024 dollars par habitant en 2014 (Banque Mondiale, 2016).

En 2015, la dégradation de la situation climatique et sécuritaire conjuguée à la baisse des cours mondiaux du pétrole affectent lourdement l'économie et la conduisent à la récession. Ainsi, malgré les retombées du pétrole, l'économie tchadienne montre aujourd'hui quelques difficultés. En effet, ces retombées n'ont pas été redistribuées à l'économie alors que les secteurs comme le primaire voient régresser leur contribution au PIB. Selon la première Enquête sur la Vulnérabilité Structurelle au Tchad (EVST1), l'analyse de la contribution des activités au PIB du secteur primaire montre que depuis 2001, la part de l'agriculture vivrière est passée de 45% à 25%, tandis que celle de l'élevage a été pratiquement réduite de moitié, passant de 39% à 20%. La part du PIB agricole générée par le coton a été réduite de moitié entre 2001 et 2009, passant de 8 à 4%, le PIB de la branche cotonnière est passé de 20 milliards à 14 milliards de FCFA de 2001 à 2009, soit une baisse de près d'un tiers en 8 ans.

Le pays reste vulnérable aux variations des cours du pétrole. La baisse continue du prix du baril a fortement affecté l'activité économique en 2015 et s'est traduite par une détérioration des positions budgétaires et des équilibres externes, ainsi que par un recul significatif du niveau de la demande intérieure. Les prévisions pour 2016 et à moyen terme sont de nature à conforter le ralentissement de l'activité économique constatée en 2015. En outre, le taux d'inflation dépasse la norme communautaire des 3% en 2015.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques Tchad

Pays	2014	2015(e)	2016(e)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6,1	3,1	-3,2	1,3
Croissance du PIB réel par habitant	-0,2	-8,4	-7,1	1,0
Inflation	1,7	3,7	-1,6	3,0
Solde budgétaire (% PIB)	-4,2	-8,6	-5,6	-2,8
Compte courant (% PIB)	-10,1	-10,2	-13,8	-12,2

Source : INSEED, DEP/MFB, 2017

Aujourd'hui les incidences du choc pétrolier sur l'économie tchadienne rappellent la nécessité impérieuse de poursuivre la politique de diversification économique. Le Tchad ne pourra connaître une transformation structurelle de son économie sans un développement harmonieux de ses zones urbaines, qui ont vocation à devenir de véritables centres de production. Ces évolutions exigent une gestion optimale des ressources et l'appropriation des actions de développement urbain par les communautés elles-mêmes. Elles supposent aussi, au préalable, le renforcement des capacités de ces collectivités décentralisées et un appui technique important aux maîtrises d'ouvrages publics afin d'assurer la durabilité et la pérennité des investissements déployés dans ces zones urbanisées (N'Kodia, BouKar, 2016).

La problématique de la mesure du dividende démographique

L'objectif principal du calcul du ratio de soutien est de mesurer la capture du dividende démographique. Ce dernier pourrait être défini comme étant l'accélération de la croissance économique d'un pays qui résulte de l'évolution de la structure par âge de sa population (Dramani, Laye, 2015). En effet, le comportement économique des individus varie systématiquement au fil de leur vie. La fréquentation scolaire, la procréation, la participation de la population active ainsi qu'à la productivité, l'épargne et la consommation varient en fonction de l'âge. Dans ce sens, si la structure de la population change, cela affecte l'économie des pays (Mason, Lee, Bloom et al. 2001).

Cet effet est cependant transitoire et s'opère seulement lorsque les populations dépendantes et en âge de travailler évoluent à des rythmes différents. En d'autres termes, la croissance économique a lieu quand le travailleur supporte moins de consommation (constituée de sa consommation et celle des dépendants) autrement dit le revenu par consommateur augmente également (Lee et Mason, 2007).

Le principe ici consiste à construire un indicateur capable de capter le poids des travailleurs par rapport au nombre de consommateurs à prendre en charge. Dans la littérature, le ratio de dépendance démographique est déterminé en supposant que chaque individu entre 15 et 64 ans (âge de travailler) est un travailleur (tous les autres en dehors de cette tranche d'âges sont des dépendants). Par ailleurs, les consommateurs constituent naturellement toute la population puisque tout le monde doit satisfaire des besoins au moins physiologiques. Le ratio est obtenu en faisant le rapport des deux effectifs.

Un ratio de soutien très élevé pour les 25-64 ans

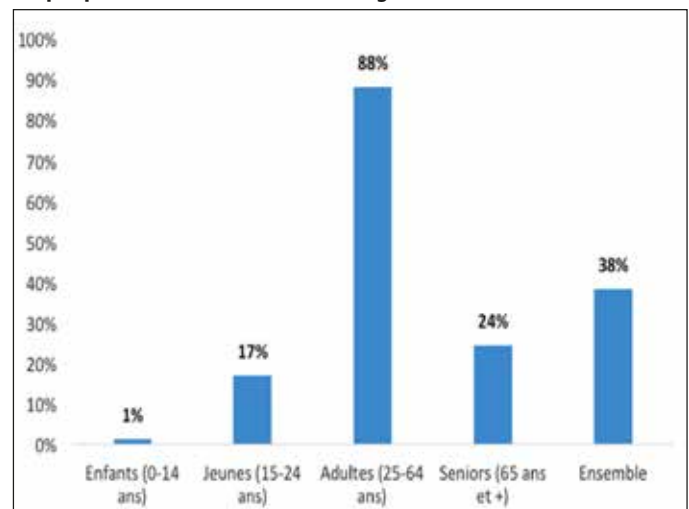
Au niveau global, le ratio de soutien affiche une valeur de 38%. Ce résultat montre qu'au Tchad il y'a 38 travailleurs effectifs pour 100 consommateurs effectifs. Cette situation révèle une relative faiblesse de la productivité de la population face aux besoins de consommations. Ainsi il existe un déficit constitué de 62% de la consommation des individus à couvrir pour l'économie à travers d'autres ressources.

Ce résultat global cache des réalités plus importantes. L'analyse par tranche d'âges montre que chez les enfants (moins 14 ans), le ratio de soutien est très faible (1%). Cette situation est

plutôt bonne puisqu'il indique une faiblesse du travail des enfants même si des améliorations restent à faire. Ces derniers sont en grande partie gérés par l'économie qui leur fournit les 99% de leurs besoins de consommation. Chez les jeunes, en âges de travailler (15 à 24 ans), le ratio de soutien est de 7%. Leur productivité est encore faible face à leurs besoins de consommation (dont 93% est couvert par des ressources de l'économie autres que le revenu de leur travail). Pour les adultes (25 à 64 ans) le niveau du ratio est très élevé par rapport à celui des autres tranches d'âges. Il est évalué à 88%. Soit 88 travailleurs effectifs adultes pour 100 consommateurs effectifs adultes.

Ces résultats montrent que la jeunesse de la population pèse encore sur l'économie nationale. Cette situation est liée à leur poids démographique et la forte dépendance des individus jusqu'à l'âge de 25 ans. Même si à leur niveau, les adultes entre 25 et 64 ans arrivent à générer un revenu pour couvrir l'essentiel de leur consommation, le fort taux de jeunes encore dépendants tire vers le bas le ratio de soutien au niveau global ¹.

Graphique 1 : Ratio de soutien selon l'âge



Source : Administration publique, ECOSIT3 en 2011 et calculs NTA 2016

100 consommateurs effectifs pour 41 travailleurs effectifs chez les hommes

Dans l'ensemble, le ratio de soutien est plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Il est évalué à 41 travailleurs effectifs hommes pour 100 consommateurs effectifs hommes contre 33 travailleurs effectifs femmes pour 100 consommatrices chez les femmes. Cette situation montre que face à leurs besoins de consommation les hommes sont moins dépendants que les femmes.

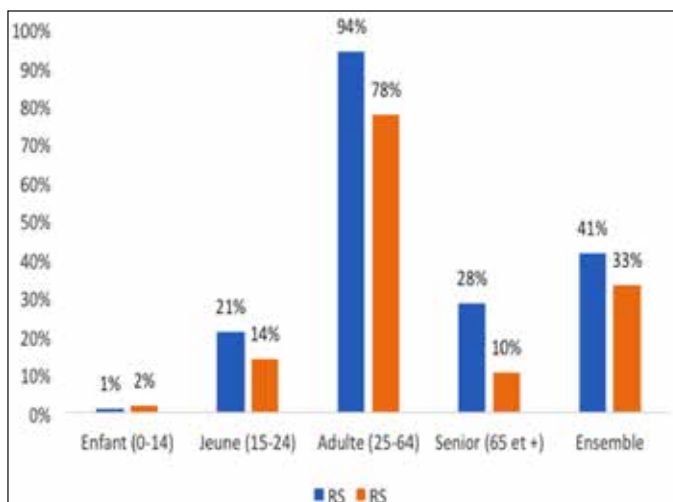
Avec la désagrégation par âge, les résultats montent qu'au niveau des enfants le ratio de soutien est faible pour les

¹ Il faut comprendre par-là que même si les adultes arrivent à avoir un revenu capable de couvrir 88% de leur consommation, la réalité est qu'ils vivent en communauté avec les autres tranches d'âge (les enfants les parents, etc.) pour qui ils font des transferts pour leur venir en aide. Ainsi, tout ce revenu ne sert pas seulement à couvrir leur consommation à eux. Le poids des autres groupes plus dépendants (enfants, jeunes et seniors) réduit donc au niveau global le ratio de soutien.

deux sexes mais il est plus élevé chez les femmes. Ce résultat montre l'existence du travail des enfants surtout chez les jeunes filles. Chez les jeunes de moins de 25 ans, le ratio est plus élevé pour les hommes avec 21 travailleurs effectifs pour 100 consommateurs hommes de cette tranche d'âge contre 14 travailleuses femmes de cette tranche d'âge contre 100 consommatrices de cette tranche d'âge. Cette situation est liée au niveau de consommation effectif qui est plus élevé chez les femmes que chez les hommes dans cette tranche d'âge alors que les niveaux de revenu effectif sont similaires à cet âge. Notons qu'entre 15 et 64 ans, la consommation effective chez les femmes dépasse celle des hommes dans cette tranche d'âge.

Au niveau des adultes, le ratio de soutien est plus élevé chez les hommes avec 94 travailleurs effectifs hommes pour 100 consommateurs effectifs hommes de cette tranche d'âge contre 78 travailleuses effectives de cette tranche d'âge pour 100 consommatrices de la même tranche d'âges. Cette différence est liée à un double effet. D'un côté il y'a l'effet revenu ; les hommes gagnent plus que les femmes en termes de revenu mais d'un autre côté, il y'a l'effet consommation ; les femmes consomment plus que les hommes. Chez les seniors, la différence entre les ratios de soutien est surtout liée à la différence du niveau de productivité des hommes et des femmes. Les hommes disposent d'un revenu effectif plus élevé que les femmes même si les niveaux de consommation effectifs sont similaires.

Graphique 2 : Ratio de soutien par sexe

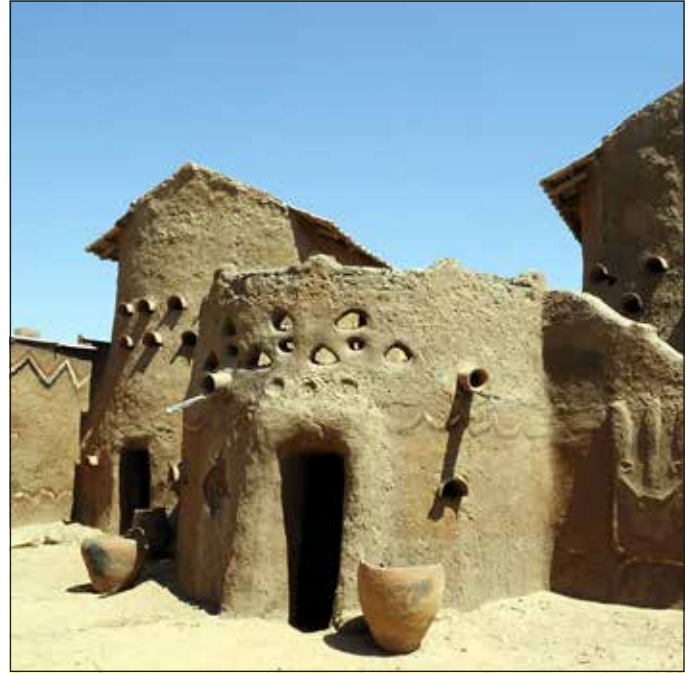


Source : Administration publique, ECOSIT3 en 2011 et calculs NTA 2016

Ratio de soutien par milieu de résidence : des disparités conséquentes

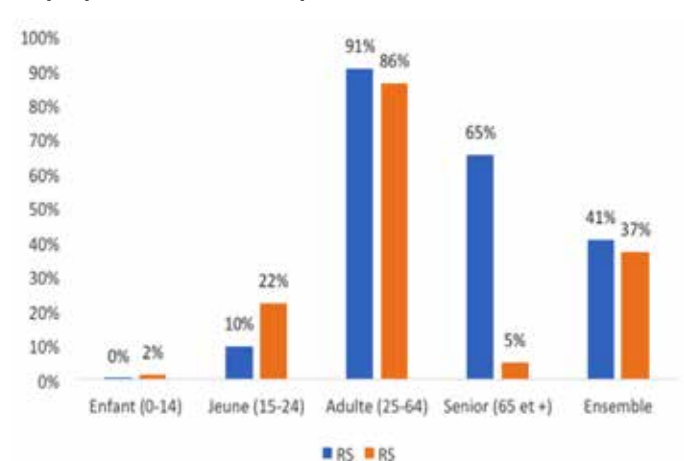
Selon le milieu de résidence, les résultats montrent que le ratio de soutien est nul chez les enfants vivant en milieu urbain. Ce résultat vient donner plus de précision sur le travail des enfants qui comme c'est déjà montré en haut, concerne les jeunes filles. Ici, on remarque que c'est en milieu rural que les jeunes filles travaillent le plus. Par rapport à l'âge, les jeunes

de 15 à 24 ans en milieu rural ont un ratio plus élevé que ceux en milieu urbain. Ce résultat s'explique par le fait qu'en milieu rural, les jeunes sont plus productifs que ceux du milieu urbain à cet âge du fait qu'ils sont très tôt impliqués dans les activités du secteur primaire (agriculture et élevage). En milieu urbain par contre, les jeunes aspirent à des activités qui réclament beaucoup plus de capital humain les poussant à rester plus longtemps en formation.



Cette situation se répercute sur le ratio des adultes. En effet, les activités en milieu urbain plus exigeantes en capital humain assurent un niveau de revenu plus conséquent aux individus une fois qu'ils intègrent le système de production et ceci pour une longue durée contrairement aux activités dans le primaire où à partir d'un certain âge, les vieux abandonnent l'activité aux plus jeunes qui les prennent en charge dans les ménages. Ainsi, pour les seniors, on voit qu'en milieu urbain, le ratio de soutien est encore assez élevé chez eux alors qu'en milieu rural, il est de 5 travailleurs effectifs dans cette tranche d'âges pour 100 consommateurs effectifs dans la même tranche d'âge.

Graphique 4 : Ratio de soutien par milieu de résidence



Source : Administration publique, ECOSIT3 2011 et calculs NTA 2016

Recommandations

- Améliorer la situation économique au niveau national mais surtout décentralisé.
- Renforcer le niveau d'intégration des jeunes dans les activités économiques.
- Moderniser le secteur primaire en milieu rural.
- Investir et miser sur le capital humain des jeunes.
- Renforcer les capacités de production de la jeunesse.
- Moderniser les infrastructures pour permettre un meilleur rendement.